



Financé par  
l'Union  
Européenne



Cofinancé  
par la  
France



Mis en œuvre par  
Expertise  
France

TERMES DE REFERENCE POUR UNE EXPERTISE EN APPRENTISSAGE  
DANS LE CADRE DU PROJET :

# Appui à la lutte contre la traite des personnes dans les pays du Golfe de Guinée

<b>Nom du projet</b>	Appui à la Lutte contre la Traite des Personnes (ALTP)
<b>Numéro de contrat</b>	T05-EUTF-SAH-reg-12-01
<b>Localisation</b>	Golfe de Guinée : Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Nigéria, Togo, Bénin
<b>Bailleur de fonds</b>	Union Européenne ( <i>Fonds Fiduciaire d'Urgence pour l'Afrique en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées</i> ) (Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Nigéria) : 17,4 millions EUR Cofinancement Expertise France (Togo et Bénin) : 600 000 EUR
<b>Secteur</b>	Migrations, Traite des Personnes, Droits Humains
<b>Bénéficiaires</b>	Instances nationales de lutte contre la traite dans les six pays d'intervention, ministères nationaux, Individus à risque, victimes potentielles et identifiées (femmes, hommes, mineurs, adultes), Organisations de la société civile et organisations communautaires
<b>Durée</b>	48 mois
<b>Dates du projet</b>	11 janvier 2019 – 10 janvier 2023
<b>Langue du projet</b>	Français, anglais
<b>Objet des termes de référence</b>	Expertise apprentissage (72 jours) d'octobre 2021 à février 2022 : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lot 1 : Revue documentaire et synthèse des états des lieux et diagnostics effectués dans le cadre du projet</li> <li>• Lot 2 : Capitalisation sur le travail de renforcement institutionnel</li> </ul>



## Table des matières

Table des matières .....	2
1. Le contexte du projet .....	3
1.1. La traite des personnes dans le Golfe de Guinée .....	3
1.2. Le projet « Appui à la Lutte contre la Traite des Personnes » (ALTP) .....	3
2. But et objectif .....	4
2.1. Justification .....	4
2.2. Utilisateurs cibles .....	5
2.3. Objectifs .....	5
3. Méthodologie .....	5
3.1. Périmètre et sources .....	5
3.2. Démarrage .....	6
3.3. Collecte et analyse de données .....	6
3.4. Livrables .....	7
4. Calendrier indicatif .....	9
5. Modalités de soumission d'une note d'intention .....	9
5.1. Profil recherché .....	9
5.2. Contenu des offres .....	10
5.3. Envoi des offres .....	10

# 1. Le contexte du projet

## 1.1. La traite des personnes dans le Golfe de Guinée

La traite des êtres humains désigne le fait de recruter, transporter, transférer, héberger ou accueillir une personne en ayant recours à la force, à la contrainte, à la tromperie ou à d'autres moyens, en vue de l'exploiter (exploitation sexuelle, travail forcé etc.). Elle constitue une violation grave des droits de l'Homme et de la dignité humaine. La traite des personnes est également l'une des formes les plus lucratives de la criminalité organisée, à l'initiative de réseaux désormais globalisés.

On estime que 75% des mouvements migratoires en Afrique de l'Ouest sont réalisés à l'intérieur de la région. Dans la zone géographique d'intervention se trouvent plusieurs corridors intra régionaux majeurs associant flux migratoires (réguliers ou irréguliers) et occurrence de pratiques abusives, principalement à des fins d'exploitation sexuelle ou de travail forcé. La traite des personnes dans cette région possède à la fois une dimension interne et une dimension transnationale.

## 1.2. Le projet « Appui à la Lutte contre la Traite des Personnes » (ALTP)

L'objectif global du projet est de « *Contribuer à la lutte contre la traite et le trafic illicite des êtres humains dans les pays du Golfe de Guinée* ». Il vise à soutenir les autorités et la société civile de six pays du Golfe de Guinée (Guinée, Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin et Nigeria) dans la lutte contre la traite des êtres humains. Cette région est en effet caractérisée par un schéma de traite transfrontalière et circulaire : ces pays sont à la fois des territoires d'origine, de transit et de destination des personnes victimes de traite. Les bénéficiaires finaux sont les individus à risque, victimes potentielles et identifiées (femmes, hommes, mineurs, adultes). Pour ce faire, il met en œuvre quatre composantes :

Composantes	Objectifs spécifiques	Bénéficiaires directs
<b>Composante 1</b> Consolidation institutionnelle et opérationnelle, et actions préventives	<b>Objectif spécifique 1</b> Consolider la légitimité, le leadership et les capacités opérationnelles des instances interministérielles de lutte contre la traite des personnes et leurs déclinaisons sur le territoire par un appui structurel, organisationnel et la mise en œuvre d'actions préventives ciblées	Partenaires étatiques et institutionnels dans chaque pays, Organisations de la société civile et organisations communautaires
<b>Composante 2</b> Application des lois	<b>Objectif spécifique 2</b> Renforcer les capacités des acteurs de la chaîne pénale en matière de lutte contre la traite des êtres humains	Partenaires étatiques et institutionnels dans chaque pays
<b>Composante 3</b> Protection des victimes	<b>Objectif spécifique 3</b> Renforcer qualitativement et quantitativement les services spécialisés et les services de droit commun accessibles aux victimes de la traite, y compris les victimes adultes	Organisations de la société civile et organisations communautaires, Partenaires institutionnels et étatiques
<b>Composante 4</b> Coopération régionale	<b>Objectif spécifique 4</b> Dynamiser la coopération transfrontalière et mettre en œuvre des mesures de coopération conformément aux accords bilatéraux et régionaux en vigueur	CEDEAO, Partenaires institutionnels et étatiques, Organisations de la société civile et organisations communautaires

L'équipe du projet se compose d'une équipe de coordination basée à Abidjan, en Côte d'Ivoire, d'une équipe nationale dans chaque pays (une seule personne pour Togo/Bénin), et d'une équipe au siège à Paris, France.

A ce jour, la mise en œuvre s'est concentrée sur la construction des bases de l'action, dans une optique de pérennisation de l'intervention, et la mise en œuvre des activités :

- Les **partenaires institutionnels étatiques** du projet dans chaque pays bénéficient des activités de renforcement des compétences (formation et appui matériel) et de développement de leur stratégie, appui technique (expertise), création de nouveaux outils ou renforcement de l'existant.
- Les **acteurs de la chaîne pénale** (personnels de police et justice) sont formés.
- Les **organisations de la société civile** (OSC) bénéficient de subventions pour la prise en charge et la réinsertion de victimes de traite et d'un plan de renforcement de leurs capacités. Elles seront intégrées au mécanisme national de référencement en cours de définition qui associera les acteurs institutionnels et de la société civile.
- Des **victimes de traite** ont commencé à être référencées et prises en charge.
- Des **états des lieux** ont eu lieu dans plusieurs pays, incluant :
  - Des diagnostics des chaînes pénales sur les questions de traite des personnes, dont les ateliers de validation ont eu lieu d'avril à juin 2021. Un plan de suivi de ces recommandations sera mis en place.
  - Des diagnostics et analyses institutionnelles des mécanismes nationaux de coordination (Guinée et Nigéria) ;
  - Des diagnostics sur les moyens de sensibilisation et d'information utilisés et les campagnes de sensibilisation précédemment menées dans les pays, sur les lignes vertes (numéro vert pour le signalement des cas de traite) et leur usage, leur capacité et leur public, et sur les fonds d'assistance et d'indemnisation des victimes, les bénéficiaires et les effets ;
  - Des cartographies des acteurs statistiques ;
  - Des états des lieux des mécanismes nationaux de référencement ;
  - Une analyse de la protection des données des victimes / auteurs / complices / témoins au cours du suivi des cas de traite.

## 2. But et objectif

### 2.1. Justification

#### Lot 1 : Revue documentaire et synthèse des états des lieux et diagnostics

Divers états des lieux ont été menés depuis le début du projet, constituant une base de données fournie d'informations relatives à la situation de référence du projet. Au regard de l'enjeu et de la complexité du projet (durée de quatre ans, budget conséquent, intervention multi-pays et multi-acteurs, avec une approche holistique multi-secteurs), il semble nécessaire de synthétiser ces informations, par thématique et par pays, afin de les rendre intelligibles, diffusables, d'en dégager des leçons, et ainsi de favoriser leur utilisation par l'équipe projet notamment.

#### Lot 2 : Capitalisation sur le travail de renforcement institutionnel

Le projet s'est concentré dans sa phase de démarrage sur un travail de renforcement des acteurs institutionnels nationaux intervenant dans le domaine de la lutte contre la traite des êtres humains, et en premier lieu des instances interministérielles de lutte contre la traite (Comités nationaux de lutte contre la traite). Nous disposons aujourd'hui d'assez de recul pour capitaliser sur cette expérience.

## 2.2. Utilisateurs cibles

Les **utilisateurs primaires** sont l'équipe du projet, les partenaires nationaux (institutionnels étatiques et de la société civile), l'agence Expertise France (équipes terrain et siège), les bailleurs de fonds (Fonds Fiduciaire d'urgence de l'Union Européenne et les ministères français), et les institutions internationales (CEDEAO, ambassades, etc.).

Les **utilisateurs secondaires** sont toutes les parties prenantes concernées ou intéressées par la thématique de la traite des êtres humains dans le Golfe de Guinée.

Une attention particulière sera portée au travail de sélection des informations qui peuvent être rendues publiques.

## 2.3. Objectifs

### Lot 1 : Revue documentaire et synthèse des états des lieux et diagnostics

L'objectif général de cet exercice est de fournir une vue d'ensemble du contexte de référence du projet au regard de ses quatre composantes et des pays d'intervention. Les objectifs spécifiques sont divers :

- Assurer une appropriation des états des lieux et études déjà conduits dans le projet ;
- Synthétiser les connaissances identifiées sur le projet pour les rendre accessibles ;
- Donner une vision du contexte et des enjeux dans chaque pays ;
- Enrichir une base de réflexion déjà existante dans la description de l'action pour les échanges avec les parties prenantes ;
- Constituer une base d'analyse synthétique pour le développement de projets futurs.

### Lot 2 : Capitalisation sur le travail de renforcement institutionnel

L'objectif général de cet exercice est d'apprendre de l'expérience du projet en termes de renforcement institutionnel. Les objectifs spécifiques sont divers :

- Identifier les bonnes pratiques et leçons apprises de cette expérience ;
- Identifier les facteurs qui favorisent et les obstacles, et montrer les points communs entre les pays et les variations nationales ;
- Continuer, répliquer l'action selon les bonnes pratiques ;
- Rectifier, améliorer l'action selon les leçons apprises ;
- Renforcer la durabilité du projet ;
- Valoriser l'expérience du projet par la communication sur la capitalisation.

## 3. Méthodologie

### 3.1. Périmètre et sources

#### Lot 1 : Revue documentaire et synthèse des états des lieux et diagnostics

Le travail de revue documentaire et de synthèse couvrira les documents suivants :

**Appui à la lutte contre la traite  
des personnes dans les pays  
du Golfe de Guinée**



Financé par  
l'Union  
Européenne



Cofinancé  
par la  
France



Mis en œuvre  
par Expertise  
France

- Etats des lieux, diagnostics et études effectués dans le projet (voir tableau ci-dessous),
- Données de suivi mensuel du projet par pays,
- Résultats et recommandations de l'évaluation intermédiaire (rapport prévu pour octobre 2021), évaluation ROM du projet,
- Documents complémentaires à identifier lors de la phase de démarrage.

	C1 Institutions	C2 Lois	C3 Protection	Transverse
TOGO		• Diagnostic chaîne pénale	Cartographie des acteurs et MNR	
BENIN		• Diagnostic chaîne pénale		
GUINEE	• Diagnostic de la stratégie nationale de communication et sensibilisations • Diagnostic lignes vertes • Diagnostic Institutionnel Comité national de lutte contre la TEH	• Diagnostic chaîne pénale	• Cartographie des acteurs statistiques et MNR	
GHANA	• Diagnostic stratégie nationale de communication	• Diagnostic chaîne pénale	• Cartographie des acteurs et MNR	
RCI	• Diagnostic stratégie nationale de communication • Gestion des données Statistiques (cartographie et solution informatique)	• Diagnostic chaîne pénale	• Cartographie des acteurs • Fonds d'indemnisation	
NIGERIA	• Diagnostic organisationnel Agence nationale lutte contre la TEH			
Régional				• Etude référencement des accords bilatéraux et régionaux • Etude protection des données

## Lot 2 : Capitalisation sur le travail de renforcement institutionnel

Ce travail de capitalisation couvre l'expérience du projet et plus spécifiquement l'action de renforcement des institutions nationales, en particulier les comités nationaux de lutte contre la traite (composante 1).

### 3.2. Démarrage

Une réunion de démarrage de la mission se tiendra à distance en vidéoconférence afin de poser le cadre de la mission, notamment en termes de calendrier, d'échéances, et de partage de tous les documents nécessaires.

Des entretiens initiaux de cadrage supplémentaires seront menés si nécessaire.

### 3.3. Collecte et analyse de données

#### Lot 1 : Revue documentaire et synthèse des états des lieux et diagnostics

Le travail du/de la consultant.e se basera principalement sur une **revue documentaire** de données existantes (voir les documents couverts dans la partie 3.1), aucune collecte de données primaires n'est donc à prévoir. Le/la consultant.e appliquera la méthodologie de revue documentaire, qui devra être décrite dans l'offre technique.

Cela impliquera une appropriation forte des documents par le/la consultant.e, afin de proposer une synthèse et une analyse comparée et croisée par pays. Pour assurer cette appropriation, des entretiens avec des membres de l'équipe projet pourront être menés après identification du besoin lors de la phase de démarrage.

Un atelier de restitution des synthèses pays sera organisé après la validation des livrables. Une attention particulière devra être portée aux recommandations sur la diffusion des livrables.

#### Lot 2 : Capitalisation sur le travail de renforcement institutionnel

Les questions d'apprentissage seront définies par l'équipe du projet lors d'une session de brainstorming en septembre 2021 avant le démarrage de la consultance. L'évaluation intermédiaire (rapport prévu en octobre 2021) reprendra dans ses recommandations ces propositions de questions et les complètera si nécessaire. Ces questions d'apprentissage identifiées en amont seront fournies à la. au consultant.e. comme point de démarrage de son travail.

Sur cette base, le/la consultant.e préparera un atelier de capitalisation (incluant des sessions d'intelligence collective) afin de capitaliser sur l'expérience des parties prenantes concernées et collecter les bonnes pratiques et leçons apprises relatives aux questions d'apprentissage précédemment identifiées. Cette session aura lieu en marge d'un atelier régional prévu au dernier trimestre de 2021 à Abidjan en Côte d'Ivoire et qui rassemblera toutes les parties prenantes pertinentes du projet. Si l'atelier ne peut avoir lieu en présentiel en raison du contexte, il faut prévoir dans l'offre technique un scénario alternatif de conduite de la session en ligne. Le/la consultant.e sera en charge de la facilitation de cette session, de la collecte de données et de leur analyse. Dans l'offre technique, les soumissionnaires devront présenter les outils d'intelligence collective et de capitalisation qu'ils/elles pensent utiliser pour ce genre de session. Les résultats de cet atelier seront présentés dans un livrable de restitution créatif (voir 3.4) qui pourra par la suite être utilisé par l'équipe projet pour de l'information, éducation et communication (IEC).

### 3.4. Livrables

#### Lot 1 : Revue documentaire et synthèse des états des lieux et diagnostics

Les livrables sont constitués de 1 rapport de synthèse générale et 10 fiches de synthèse, soit une fiche synthèse par composante 1, 2, 3 et 4 (quatre synthèses), et une fiche synthèse par pays (six synthèses). Enfin, un livrable de restitution permettra d'appuyer la présentation des livrables lors de l'atelier de restitution.

Les livrables devront être soumis sous format Word rédigés en français, et traduits en anglais. Une version préliminaire des livrables sera soumise à l'équipe projet pour commentaires, puis une version finale sera soumise pour validation finale.

Les livrables devront être pédagogiques et agréables à lire, contenant des éléments graphiques et visuels accrocheurs et avec un design soigné.

Livrables lot 1	Contenu principal	# pages	Echéance
<b>Livrable 1 :</b> 1 rapport de synthèse général	Présentation pédagogique et visuelle des principaux résultats, conclusions et recommandations des états des lieux et diagnostics, présentés par composante du projet	30	31/01/2022

<b>Livrables 2 :</b> 4 fiches de synthèse composantes 2.1 Fiche C1 2.2 Fiche C2 2.3 Fiche C3 2.4 Fiche C4 : étude régionale	Présentation des principaux résultats, avancées défis, conclusions et recommandations des états des lieux et diagnostics par pays	10 maximum par fiche	31/01/2022
<b>Livrables 3 :</b> 6 fiches de synthèse pays 3.1 Fiche TOGO 3.2 Fiche BENIN 3.3 Fiche GUINEE 3.4 Fiche GHANA 3.5 Fiche RCI 3.6 Fiche NIGERIA	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contexte : situation du pays, évolution du contexte général</li> <li>Enjeux : plus-value du projet dans le pays</li> <li>Cadres juridiques, stratégiques/politiques et institutionnels de la TEH dans le pays</li> <li>Acteurs, projets, interactions : parties prenantes du projet, acteurs qui ont des projets actifs et avec lesquels le projet a des synergies, autres projets EF dans la zone, etc.</li> <li>Etat d'avancement par composante : suivi des indicateurs, ce que le projet a apporté</li> </ul>	12 maximum par fiche	31/01/2022
<b>Livrable 4 : restitution</b>	Présentation PowerPoint de restitution des livrables	Libre	31/01/2022

### Lot 2 : Capitalisation sur le travail de renforcement institutionnel

Les livrables seront constitués du matériel de facilitation de l'atelier de capitalisation, et du livrable créatif de restitution des résultats de l'atelier. Une version préliminaire des livrables sera soumise à l'équipe projet pour commentaires, puis une version finale pour validation finale. Les livrables devront être traduits en anglais.

Livrables lot 2	Contenu principal	# pages	Echéance
<b>Livrable 1 :</b> matériel de facilitation de l'atelier de capitalisation	Matériel de facilitation permettant de favoriser l'intelligence collective et la participation de toutes les parties prenantes, suivant la méthodologie de la capitalisation	Libre	Novembre 2021
<b>Livrable 2 :</b> restitution de la capitalisation	Ce livrable ne devra pas être un rapport, mais une proposition créative de support de restitution des résultats de l'atelier de capitalisation qui soit ludique, pédagogique et graphique (schéma ou dessin de situation, arbre à problèmes/solutions, mind mapping, livret de témoignages, etc.). Ce livrable devra pouvoir être utilisé comme support d'information, éducation et communication (IEC).	Libre	31/12/2021
<b>Livrable 3 :</b> rapport de fin de mission	Document interne décrivant la méthodologie suivie lors de la mission de capitalisation, et intégrant les éléments d'analyse ne pouvant pas être intégrés dans la restitution de la capitalisation le cas échéant.	10 maximum	31/12/2021



## 4. Calendrier indicatif

La consultation se tiendra d'octobre 2021 à février 2022, selon le calendrier indicatif présenté ci-dessous.

Activité	# de jours indicatifs	Dates	Lieu
Publication des termes de référence		06/08/2021	A distance
Echéance de soumission des offres		20/09/2021	A distance
Sélection des offres et contractualisation		Sept-oct 2021	A distance
<b>Lot 1 : Revue documentaire et synthèse des états des lieux et diagnostics</b>			
Démarrage	1	Octobre 2021	A distance
Revue documentaire	30	Oct-nov 2021	A distance
Production des livrables	22	Déc-jan 2022	A distance
Restitution	2	Jan-fév 2022	A distance
<b>Lot 2 : Capitalisation sur le travail de renforcement institutionnel</b>			
Démarrage	1	Octobre 2021	A distance
Préparation d'un atelier de capitalisation	5	Oct-nov 2021	A distance
Facilitation de l'atelier <b>(+ voyage)</b>	3	Nov 2021	<b>Abidjan, RCI</b>
Production du livrable de restitution	8	Nov-déc 2021	A distance
<i>Total lots 1 et 2</i>	72 jours		
<i>Total lot 1</i>	55 jours		
<i>Total lot 2</i>	17 jours		

## 5. Modalités de soumission d'une note d'intention

### 5.1. Profil recherché

Le/la consultant.e (ou équipe) devra avoir le profil suivant :

- Diplôme dans le domaine des sciences sociales, du développement international, des sciences politiques, ou autre domaine pertinent
- Expérience d'au moins 5 ans dans l'apprentissage
- Excellente maîtrise de la collecte et l'analyse de données quantitatives et qualitatives (mener des entretiens, des ateliers de capitalisation, groupes de discussion, enquêtes, etc.)
- Expérience et connaissance des enjeux liés à la migration et de la lutte contre la traite des êtres humains
- Excellentes capacités en synthèse et rédaction
- Sensibilité graphique
- Excellente maîtrise du français (écrit / oral) et de l'anglais (écrit / oral)
- Bonne connaissance de la région du Golfe de Guinée, et spécifiquement des contextes spécifiques des six pays d'intervention
- Lot 1 : excellente maîtrise de la méthodologie et des outils de la revue documentaire
- Lot 2 :
  - Excellente maîtrise de la méthodologie et des outils de la capitalisation de projets de développement international (incluant multi-pays et à distance)
  - Expérience de renforcement des capacités et accompagnement des autorités locales

## 5.2. Contenu des offres

Les soumissionnaires pourront envoyer une offre pour un des deux lots ou pour les deux lots. Les offres proposant de mettre en œuvre les deux lots seront privilégiées.

Les offres devront inclure :

- **Une offre technique** incluant la compréhension des termes de référence et du travail demandé, la proposition de méthodologie de collecte et d'analyse de données, la proposition de chronogramme, ainsi que la liste des travaux similaires réalisés (il serait apprécié de joindre un ou deux exemples)
- **Une offre financière** incluant le tarif journalier et le nombre de jours prévus, la traduction des livrables, le déplacement le cas échéant (lot 2), et les modalités de paiement. Le montant maximum alloué à cette mission est de 39 999 EUR (HT). Aucun frais additionnel ne sera pris en charge par EF.
- **Le CV de la du consultant.e (ou de l'équipe)** démontrant ses capacités et expériences dans les champs susnommés

## 5.3. Envoi des offres

Les offres devront être envoyées en postulant à cette annonce avant le **20 septembre 2021, 23h59 heure Paris**.

► Postuler en ligne sur ce lien : <https://www.expertisefrance.fr/web/guest/on-recrute?redirected=2#page-cv---upload---vacancy---6817>